

Par ????

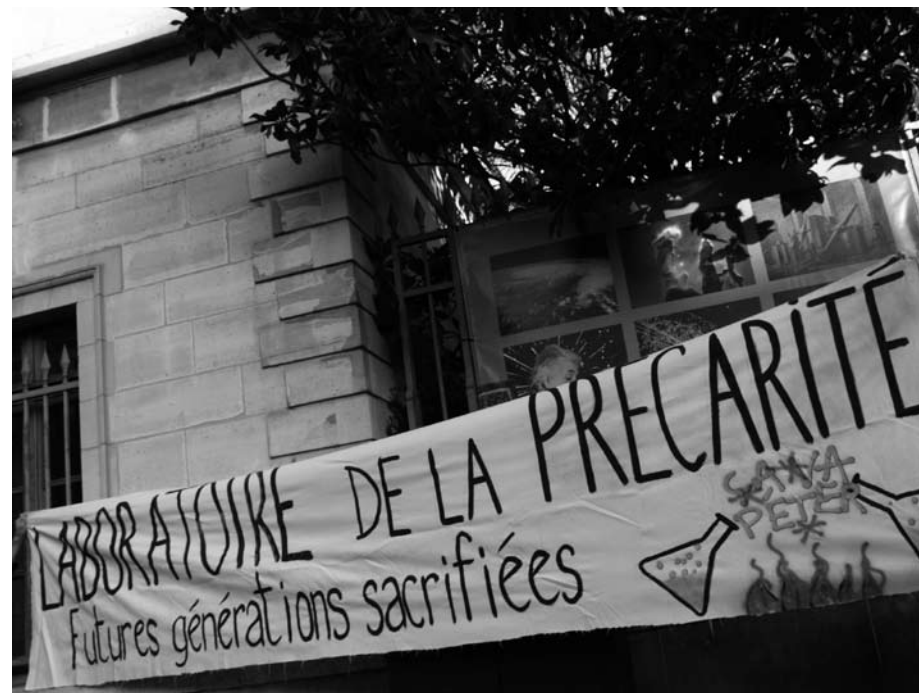
Histoire & Sociétés, une revue scientifique et d'intervention. Retour sur le sens d'un projet éditorial, scientifique, intellectuel et politique

Depuis cinq ans, au rythme régulier de quatre livraisons par an, *Histoire et Sociétés* existe et a conquis un lectorat fidèle et l'intérêt de larges fractions du milieu universitaire ainsi bien que des secteurs du mouvement social qui se tournent vers l'histoire pour nourrir leur approche et leurs analyses de la situation actuelle des sociétés européennes. Le temps d'un bilan est venu afin de trouver les ressources et l'ambition d'un projet éditorial et intellectuel refondé susceptible de trouver de nouveaux développements.

L'origine de notre projet : le constat d'un éclatement et d'une marginalisation de l'histoire sociale

Nous avons réussi à boucler le financement de la revue à l'automne 2001 grâce à une souscription auprès de nos lecteurs, à une subvention de la MiRe et au soutien de notre éditeur, la coopérative qui édite le mensuel *Alternatives économiques*. L'obtention d'une subvention de la MGEN, qui a décidé fin 2001 de s'associer durablement à l'édition de la revue, en a permis le lancement au premier trimestre 2002. C'est un projet mûri depuis 5 ans qui a trouvé ainsi sa traduction éditoriale.

À l'origine, il y a eu en premier lieu un désir commun de valoriser et promouvoir l'histoire ouvrière et l'histoire sociale. Le



Agnès Anne

bilan que proposait de cette histoire le numéro 350 de la revue *Historiens & Géographes* de 1995 montrait à nos yeux la richesse d'un champ historiographique qui ne justifiait pas, selon nous, l'enterrement que certains lui promettaient.

Mais, au-delà d'un champ historiographique, c'est une démarche qui rassemblait les premiers initiateurs et animateurs de ce groupe : le souci de promouvoir une approche globale de l'histoire dans la tradition issue de la revue des *Annales* telle que Lucien Febvre et Marc Bloch l'avaient pensée et créée.

L'émiettement de l'histoire sociale et, plus généralement, la « crise de l'histoire » se trouvaient à la base de nos préoccupations. Nous souscrivions à la manière dont ce constat était présenté, sous des formes et avec des perspectives différentes, dans la contribution déjà ancienne de François Dosse, ou dans les actes d'un colloque organisé par Christophe Charle et, plus récemment, dans l'ouvrage de Gérard Noiriel sur la « crise de l'histoire »¹. À la même époque, de nombreux ouvrages de réflexions sur l'histoire invitaient à un débat dont les termes tournaient autour d'une possible refondation de celle-ci comme champ disciplinaire cohérent. C'est en ce sens qu'il fallait lire, pensions-nous, les tentatives de Gérard Noiriel pour asseoir son projet d'une « socio-histoire » dont la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire* – née en 1990 – a été un lieu d'élaboration. C'est en ce sens également que Bernard Lepetit, secrétaire de rédaction des *Annales*, se fit le promoteur

Ce cliché a été pris par Agnès Anne, chercheuse au laboratoire d'électrochimie moléculaire (Paris 7), au cours de la manifestation de « Sauvons la recherche », le 23 novembre 2005.

1 Dosse (François), *L'histoire en miettes, des Annales à la Nouvelle histoire*, Paris, La Découverte (Armillaire), 1987, réédité en Poche en 2005 ; Charle (Christophe), (dir.), *Histoire sociale, histoire globale*, Paris, Éditions de la MSH, 1993 ; Noiriel (Gérard), *Sur la crise de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

2 Voir Lepetit (Bernard), (dir.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris Albin Michel, 2000.

3 Voir le texte d'ouverture de la rubrique « Histoire sociale, recherche et engagements » du numéro 20 d'*Histoire & Sociétés*, septembre 2006, p. 123-125.

d'une « autre histoire sociale », après avoir été l'instigateur du « tournant critique » desdites *Annales*².

Nous avons la conviction qu'il était nécessaire de valoriser l'histoire du travail (un travail non réduit au mouvement ouvrier) comme un axe pour repenser ensemble le développement et la crise des sociétés contemporaines. En même temps, nous étions partagés sur l'angle d'attaque que nous entendions privilégier dans l'approche éditoriale de la revue. Conscients que l'histoire du travail est dynamique et aurait justifié un projet éditorial pour elle-même (à l'exemple de la revue canadienne *Labor / Le travail*), nous avons décidé, néanmoins, par souci de synthèse de définir ce projet comme celui d'une revue d'histoire sociale.

La question du travail redevenait centrale, sans que pour autant nous négligions les profonds renouvellements historiographiques dans les méthodes et l'extension assez large des thématiques de l'histoire sociale. Il nous semblait important également de déplacer la logique d'observation et d'inciter au « comparatisme ». Dès lors, notre idée était de favoriser le développement d'un espace commun de la recherche en Europe en histoire et en sciences humaines autour des questions sociales. Nous l'envisagions comme un des moyens pour (re)construire un véritable intellectuel collectif en histoire sociale. L'Europe devenait ainsi un cadre d'observation et, en même temps, nous aspirions à en faire le terrain d'implantation d'un réseau de producteurs-animateurs de la revue.

Enfin, dimension toujours explicite dans la présentation de notre projet, nous nous inscrivions dans une double continuité : l'héritage d'une conception du « tout social » (souvent dite labroussienne) dont nous n'ignorions pas la crise qu'elle traversait et qu'il nous semblait important de dépasser (notre souci de synthèse trouvait là son origine) ; l'héritage également d'un rapport politique à l'histoire sociale, cette « histoire sociale projet », comme la définit Geoffrey Crossick³.

Malgré la diversité de nos parcours et de nos âges, le projet initial d'*Histoire & Sociétés* prit donc une dynamique générationnelle. Nous avons une réaction commune devant l'état d'un champ scientifique, éclaté en de multiples spécialisations, et devant l'effacement de la fonction sociale et politique des historiens du social. À l'époque (les années 1995-1998), l'absence d'interven-

tion des historiens sociaux était d'autant plus remarquable que le contexte était marqué par les débats autour de l'organisation de la Sécurité sociale (réforme Juppé, puis réforme finalement mise en œuvre par Martine Aubry pendant le gouvernement de Lionel Jospin) ou autour de la réduction du temps de travail (les lois sur les 35 heures). L'essentiel de l'intervention scientifique dans le débat public appartenait alors, outre les politologues, aux sociologues et aux économistes. Le mode d'intervention privilégié se réclamait d'une prétendue « neutralité journalistique » : une neutralité de l'expertise en quelque sorte sur laquelle nous avons essayé d'ouvrir une réflexion dans une des premières livraisons de la revue [*Histoire & Sociétés*, n°4, quatrième trimestre 2002].

Premier bilan d'*Histoire & Sociétés* : le constat discutable d'un pari non tenu ?

Sans doute est-il un peu tôt pour prétendre dresser un bilan définitif. Pour l'essentiel, comme nous le rappelons dans l'éditorial du présent numéro, il appartient aussi à nos lecteurs de nous renseigner sur ce point. Les éléments du dossier sont à la disposition de tous.

Sommaires, ouvertures et éditoriaux des vingt premières livraisons d'*Histoire & Sociétés* (sur notre site Internet www.groupedhistoiresocia.free.fr) permettent de se rendre compte du décalage avec le projet que nous avons de créer un site d'édition électronique en ligne. Ce projet nécessitait un financement important - que nous avons sollicité à l'époque auprès du ministère de la Recherche. Mais, malgré le soutien de revues italiennes amies notamment, le ministère privilégia alors une logique de portail de revues plutôt qu'une logique d'édition scientifique en ligne. La réussite du site revues.org est remarquable. Le projet d'édition scientifique en ligne reste cependant toujours d'actualité.

Dans les pages qui suivent, nous publions l'index (par ordre alphabétique d'auteurs) de tous les articles parus dans *Histoire & Sociétés*. Il permet de dresser un premier bilan qui méritera d'être discuté et affiné⁴. Notre interrogation est double. Dans quelle mesure avons-nous effectivement été un lieu de promotion de l'histoire sociale comme objet de recherche relevant d'un champ ou d'une discipline spécifique ? Dans quelle mesure avons-nous été un lieu de relance de l'histoire sociale comme projet ?

Intervenir comme « intellectuel collectif » autant dans le champ scientifique que dans le champ politique, sans considérer

4 Cet index sera bientôt en ligne sur notre site ainsi, que le contenu d'un cd-rom librement téléchargeable, proposant une présentation de la revue et donnant à lire un grand nombre d'articles publiés.

ces deux champs comme hermétiques l'un à l'autre, telle était l'ambition qui nous animait à la création de la revue. Est-ce bien l'orientation que nous avons su lui donner au cours de ces cinq premières années d'existence ?

Politiques sociales plutôt que groupes sociaux, ou l'oubli du travail comme problématique ?

L'histoire sociale peut d'abord être envisagée comme un champ assez large dont la définition correspond en fait à des thématiques-objets d'étude. Ces thématiques peuvent être considérées comme des parties d'un tout (le champ de l'histoire sociale) dont les contours restent cependant toujours incertains. L'histoire sociale en ce sens n'apparaît jamais comme un champ défini en opposition à d'autres champs de l'histoire.

C'est ce qui explique la difficulté que nous pouvons avoir pour construire une classification et présenter le bilan thématique de nos publications autour de notre interrogation première : quelle est la part que représente les travaux d'histoire sociale dans *Histoire & Sociétés* (voir ci-après graphiques 1 et 2, page 96).

Ainsi, il existe une entrée thématique importante d'histoire urbaine qui aborde aussi bien l'histoire de l'urbanisme, des politiques urbaines que celle du logement social. Pourtant, l'étude du financement du logement social relève également d'un champ plus large des politiques sociales (axe d'ailleurs retenu dans le numéro 20). De la même façon, les contributions de la revue à l'histoire du sport relèvent, pour certaines de l'histoire des représentations (des images et des discours), et pour d'autres de l'histoire sociale ou économique.

Nous pourrions faire des remarques semblables à propos de l'histoire politique - des articles s'inscrivant dans la perspective d'une histoire sociale du politique. La prise en compte d'une catégorisation intégrant une dimension méthodologique peut susciter une classification différente. L'histoire sociale ne serait plus alors envisagée comme un champ mais relèverait d'un mode ou d'un type d'approche particulier.

Pratiquement aucun article publié dans la revue ne s'inscrit dans une logique d'affirmation disciplinaire du social. Les contributions publiées relèvent de champs qui affirment l'existence

Ce qui suit a valeur de document. Il s'agit de la dernière version du texte de présentation de notre projet (septembre 2001) qui permet de former la rédaction et le conseil scientifique d'*Histoire & Sociétés* d'une part, de construire les derniers partenariats qui rendirent possible le lancement de la revue en mars 2002.

I/ Pourquoi une revue européenne d'histoire sociale ?

Pour une histoire sociale comparative
Trois caractéristiques permettent de définir l'originalité de cette revue :

Le développement d'une approche européenne, systématiquement comparatiste, par un comparatisme «intra-européen», seul réellement susceptible de déterminer l'existence de modèles nationaux, ou / et de voies européennes ; mais aussi en confrontant les expériences européennes avec celles qui sont développées dans d'autres aires géographiques (Amérique, Asie, etc.), afin de valider (ou d'invalidier) l'existence de «spécificités européennes». C'est la raison pour laquelle ont été sollicités, pour faire partie des comités scientifique et de rédaction, des spécialistes des autres continents.

La mise en œuvre d'approches globales en l'histoire sociale, pour essayer de remédier à l'émiettement et à l'absence de synthèse, dont il est souvent question depuis une vingtaine d'années, nous proposons de réfléchir à la notion de «centralité du travail», à la fois comme une manière d'appréhender et de penser dans leur globalité les sociétés humaines et comme un problème historiographique. Une telle démarche passe par la confrontation des réflexions épistémologiques et des pratiques de recherche dans différentes disciplines. Cette revue d'histoire publiera (et rendra compte) des travaux de spécialistes d'autres sciences humaines. C'est la raison pour laquelle ont également été sollicités, pour faire partie des comités scientifique et de rédaction, des spécialistes des différentes sciences humaines (économistes, sociologues, philosophes, etc.).

La participation à une meilleure connaissance des historiographies nationales des différents pays européens. Il s'agira de

présenter, dans le cadre d'un dossier de deux à trois articles, l'histoire telle qu'elle s'écrit dans un pays donné. Ce dossier s'organisera soit autour d'une méthodologie particulière, soit autour d'un problème épistémologique ou d'un débat d'historiographie nationale, soit portera sur l'historiographie d'un pays européen consacrée à un autre pays du continent.

Une démarche collective indépendante et européenne

Le réseau de jeunes chercheurs, à l'origine de ce projet, initialement rassemblés de manière informelle, s'est constitué sous la forme d'une association aux statuts déposés. Le financement de cette association provient du montant des adhésions et des droits d'auteur d'un l'ouvrage collectif, consacré à l'*Histoire sociale de l'Europe* (Paris, Editions Seli Arslan, 1998), qu'elle a coordonné. Cette structuration a pour objectif de nous donner les moyens de favoriser la création d'un milieu de recherche susceptible de produire un travail collectif autour de problématiques transversales, comparatistes et pluridisciplinaires. D'origine française, ce projet est désormais européen, dans la composition de son comité de rédaction comme de son conseil scientifique. À moyen terme, le fonctionnement envisagé du secrétariat de rédaction de la revue devrait permettre d'associer pleinement les chercheurs européens à la conception et à la réalisation de la revue.

Quelle place dans le « marché » des revues d'histoire ?

Quel public et quel financement ?

Nous n'ignorons pas que le paysage des revues d'histoire, particulièrement en histoire contemporaine, est fortement encombré. Seules survivent en effet aujourd'hui des revues spécialisées dont l'équilibre financier tient pour partie importante à [...]

5 C'est le cas par exemple de l'histoire rurale ou urbaine ou de l'histoire du sport.

6 Voir par exemple *Histoire & Sociétés*, n° 9. Sur notre conception du travail comme thème, voir ce qui est dit plus haut dans la présentation de l'origine du projet et l'ouverture de la rubrique « Travail » parue dans le premier numéro.

d'une spécialité autour d'une partie du tout social⁵. Elles participent à ce que l'on pourrait définir comme un mouvement de fragmentation du social.

Cette fragmentation a donné naissance à des « spécialités » distinctes les unes des autres. Ce qui n'exclut pas le souci, propre à chaque spécialité, d'une histoire totale de ce champ, qu'il soit défini sur des bases géographiques (l'histoire urbaine ou l'histoire rurale dont le dynamisme est illustré depuis quelques années notamment par la revue *Histoire & Sociétés Rurales*), sur les bases de secteurs d'activités (l'histoire économique ou l'histoire des sciences, par exemple) ou autour de thèmes longtemps négligés ou impensés (à l'exemple de l'histoire coloniale, de l'histoire de l'immigration ou de la question du genre).

Toutefois, lorsqu'on aborde l'histoire culturelle et l'histoire des représentations, nous sommes en présence dans quelques cas de contributions qui affirment une vision du social comme représentation bien différente de celle qui a motivée la création de notre revue. Tel est le cas par exemple de la question du genre telle qu'envisagée dans le dossier consacré à l'homosexualité [*Histoire & Sociétés*, n° 3]. Dans un registre différent, certaines contributions de sociologie ont pu affirmer la sociologie du travail comme une discipline proposant une conception du travail plus strictement délimitée que ce que nous envisagions en instaurant la rubrique « Travail » d'une « revue d'histoire sociale »⁶.

Essai de classification des articles publiés dans *Histoire & Sociétés*

Les graphiques que nous proposons finalement tentent de croiser les deux types de catégorisations possibles, autour des thématiques/objets d'étude, en intégrant un correctif lié aux méthodologies mises en œuvre. Mais nous retenons ce facteur « méthodologie » lorsque l'objet d'étude est considéré comme partie d'un tout social dont il n'est qu'une dimension (que l'article s'attache ou non à en définir la place).

[...] des subventions ^[1]. Si nous ne voulons pas faire une revue spécialisée au sens étroit du terme, l'histoire sociale est bien notre credo. Dans une perspective résolument comparatiste et européenne, notre projet s'inscrit dans la tradition initiée par les *Annales* ou *Le mouvement social*.

Nous visons donc d'abord un public de chercheurs et de jeunes chercheurs en histoire sociale. Mais nous entendons également nous adresser à un public plus large susceptible de s'intéresser à l'histoire sociale et à l'histoire européenne, au sens où celles-ci peuvent donner des outils de compréhension du temps présent.

C'est dans cet esprit que nous avons conclu un partenariat de co-édition avec la coopérative éditant le mensuel *Alternatives économiques* (voir lettre ci-jointe). La revue (à raison de quatre numéros par an) sera financée pour partie par des abonnements - souscriptions que nous réunissons (d'un montant de 400,00 francs), pour partie par une subvention de la M.I.R.E. (ministère des Affaires sociales), pour partie enfin par *Alternatives économiques*.

Nous engageons par ailleurs (et engageons une fois la revue publiée) des démarches auprès d'institutions françaises et européennes afin d'obtenir, en tant qu'association, les subventions permettant de consolider notre projet : l'édition de la revue d'une part ; l'organisation de journées d'études et colloques d'autre part. Nous savons pouvoir organiser de telles initiatives dans le cadre des universités et laboratoires de recherche dont nous dépendons. Mais nous devons pouvoir contribuer au financement des déplacements des chercheurs européens participants au comité de rédaction ou aux initiatives que nous mènerons.

II/ Projet éditorial

La revue s'organisera autour des axes suivants : un dossier thématique de cinq à sept articles. Le dossier est le cœur de notre projet : il est l'occasion d'expérimenter la démarche comparative que nous entendons promouvoir à partir d'une problématique commune aux différents

articles ; un sous-dossier de deux à trois articles consacrés à l'historiographie d'un pays européen ; une rubrique comptes-rendus et trois grandes rubriques :

« Travail » : La « question du travail » est appréhendée dans le cadre d'une rubrique spécifique lieu de contributions d'histoire du travail et de confrontations des notions et concepts permettant de mieux cerner sa place au sein d'une histoire sociale globale.

« Biographie » : Nous présenterons des travaux interrogeant l'articulation de l'individuel et du collectif, permettant de confronter les approches en termes de parcours, d'itinéraire ou de mobilité, avec les approches en termes de groupe ou de classe, d'identité ou de culture collective.

« Images » : Le but ici sera d'étudier le rapport entre l'image au sens large, quel que soit le support utilisé (photographie, cinéma, arts graphiques et plastiques) et les réalités sociales, de considérer l'image non comme une fin, mais comme un rapport.

III/ Une revue en ligne : pour une pratique d'édition scientifique sur Internet.

Nous avons décidé par ailleurs de créer le site de notre association afin de développer une pratique d'édition scientifique en ligne en langue française. Nous entendons affronter dès aujourd'hui les problèmes posés par la production de contenu éditorial sur le net ^[2].

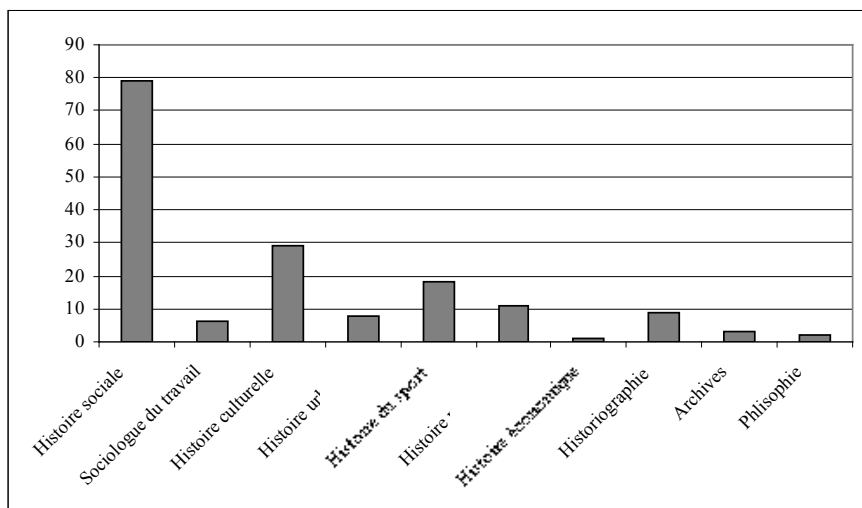
La crédibilité de l'édition scientifique en ligne en question

L'édition scientifique en ligne souffre encore d'un manque de crédibilité qui [...]

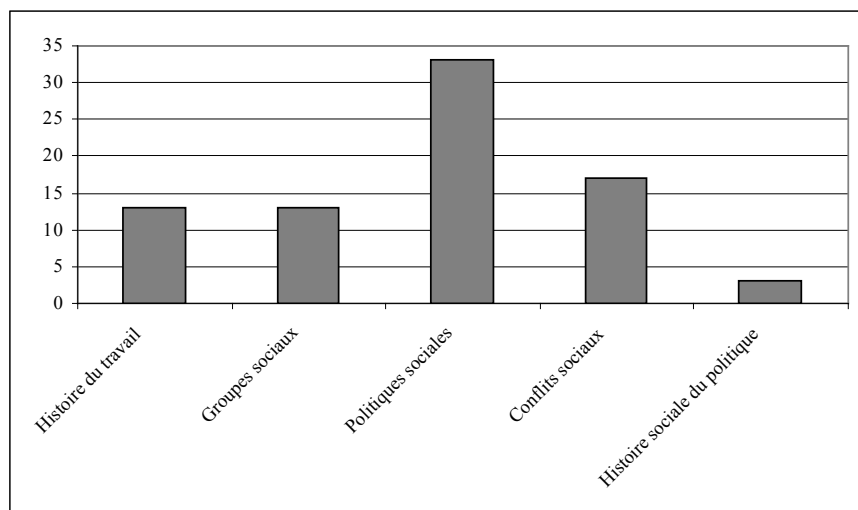
[1] Voir le bilan de Rousselier (Nicolas), " Les revues d'histoire ", in Bédarida (François) (dir.), *L'histoire et le métier de l'historien en France*, 1945-1995, Paris, M.S.H., 1995, p. 127-146.

[2] Dacos (Marin), " Le numérique au secours du papier. L'avenir de l'information scientifique des historiens à l'heure des réseaux ", in *Les Cahiers d'histoire*, 1999 (article également en ligne sur le site hébergeant cette revue : www.revues.org.)

Graphique 1 – Les champs de l'histoire selon les articles publiés dans *Histoire & Sociétés*



Graphique 2 – Ventilation des articles d'histoire sociale parus dans *Histoire & Sociétés*



[...] tient à des aspects à la fois scientifiques et financiers.

Encore aujourd'hui, les chercheurs recherchent prioritairement des débouchés éditoriaux papiers pour leurs travaux. Il faut dire que l'offre d'édition en ligne est restreinte. Les deux phénomènes se combinent pour contribuer au même résultat : la crédibilité scientifique se gagne sur le papier au sens littéral ! Or, devant l'augmentation considérable du nombre de chercheurs et du fait de la fragilité économique des revues spécialisées, les débouchés papiers font défaut à de nombreux travaux. L'édition en sciences humaines ne se porte guère mieux comme en atteste le développement des pratiques d'édition quasiment à compte d'auteur ou bien totalement subventionnée. Certaines maisons s'en sont fait une spécialité.

Les revues, les revues d'histoire également, commencent certes à être présentes sur Internet. Mais, de peur de fragiliser leur équilibre économique, elles offrent rarement autre chose que des sommaires et des résumés d'articles. Il n'est question d'édition en ligne que dans quelques sites universitaires publiant des communications de journées d'étude, parfois des travaux d'étudiants.

Pour une véritable pratique d'édition en ligne

Nous avons décidé de contribuer à la crédibilité de l'édition scientifique en ligne ainsi qu'à la crédibilité de la langue française comme support de cette édition. La maquette de la revue nous servira de support. Nous mettrons en ligne chaque numéro de notre revue un an ou deux ans après sa sortie. Nous proposerons également à cette occasion les articles des auteurs non francophones dans leur langue d'origine.

Mais parce que l'édition papier vise un public plus large dans un format contraignant pour l'édition scientifique, nous développerons, nous espérons avant même l'édition papier, une pratique de publication en ligne : dans le cadre des rubriques de la revue ou bien sous formes de variétés sur des

sujets se rapportant aux centres d'intérêts de notre projet éditorial. Nous proposerons ainsi à l'occasion de la sortie de chaque numéro des articles édités exclusivement en ligne. Cela se justifie aussi en termes de coût pour la rubrique «Images» par exemple, les reproductions iconographiques étant plus coûteuses sur support papier.

Nous voulons par ailleurs profiter des atouts offerts par Internet pour développer des pratiques de travail collectif. (...)

Nous avons décidé de valoriser le français comme langue de notre communication scientifique. Nous n'en évacuons pas l'anglais. Nous proposerons, comme le veut une convention bien établie désormais, des résumés (ou abstracts) dans cette langue. Mais, parce que nous avons pu observer combien le français était une langue commune aux chercheurs et jeunes chercheurs en histoire européenne, nous développerons nos forums dans cette langue. (...)

Nous avons enfin décidé d'organiser un colloque autour de la question de la centralité du travail dans les sociétés européennes aux XIX^e et XX^e siècles, qui sera organisé avec la publication de papiers préparatoires au cours des deux années à venir et qui se tiendra fin 2002 (publication sur le site en janvier 2003).

Pour une veille documentaire visant à faire du site de notre association un site de référence (portail) :

Nous entendons offrir aux lecteurs une information sur l'actualité scientifique qui les intéresse (colloques, journées d'études, séminaires universitaires, etc.) (...) nous ajouterons une présentation des formations historiques (volet enseignement) : organisation, cursus, contenus des formations, etc.

Nous proposerons enfin une information intéressante à un public non-spécialiste (...) Par exemple, dans le cadre de la rubrique «Travail», nous renverrons aux sites des organisations syndicales, des centres d'archives du monde du travail, aux informations des inspections du travail, etc. ■

L'histoire sociale comme projet, un bilan mitigé ?

On l'aura compris à la lecture des graphiques ci-dessus, *Histoire & Sociétés* a été un lieu effectif de publication de contributions d'histoire sociale. Ce bilan mériterait sans doute d'être affiné au regard du type de conceptions du social véhiculé par chacune de ces contributions. Nous pensons par exemple à l'entrée « groupe social » qui justifierait une présentation plus précise suivant que le groupe social est pensé comme « enracinement dans le travail », comme représentation, ou comme « culture objectivée », pour reprendre les termes de Jean-Louis Robert que nous évoquions dans la première ouverture de la rubrique « Biographie et groupe social » [*Histoire & Sociétés*, n°1, p. 107-108]. De même serait-il important de faire le point de la manière dont, dans la rubrique « Travail » ou dans les dossiers, les articles publiés envisagent le travail. Nous affirmions ainsi dans l'ouverture de la rubrique « Travail » du même numéro que le moment était peut-être venu de ce passage « d'une histoire générale du travail oubliant l'acte productif, les savoir-faire mobilisés ou les rapports sociaux forgés autour de son exercice à une histoire des relations industrielles : une histoire, autrement dit, qui étudie l'activité concrète de travail et l'espace productif comme une matrice des relations sociales. » [*Histoire & Sociétés*, n°1, p. 93]. Il n'est pas certain que nous ayons toujours su discuter des publications envisagées à partir des critères-objectifs que nous nous étions fixés à nous-mêmes. En effet, si la rédaction s'est dotée d'un dispositif de relecture scientifique classique, ce qui nous a permis d'être toujours en situation de valider la pertinence scientifique des articles proposés à la publication, nous aurions également

aimé pouvoir davantage discuter d'opportunité éditoriale suivant nos objectifs initiaux.

L'exposition des difficultés rencontrées n'est pas pour nous prétexte à un regard complaisant sur un bilan dont nous avons pourtant quelques raisons d'être fiers. Il est à l'image de notre démarche depuis la création de la revue : la volonté d'avancer collectivement dans une approche

cohérente parce que pensée ensemble, malgré les défauts et les limites de notre réflexion collective. C'est ainsi que nous avons toujours réussi à donner une cohérence aux choix des articles publiés dans le cadre des dossiers thématiques. C'est bien évidemment le résultat également du travail des coordonnateurs de dossiers, qu'ils aient été membres de la rédaction ou non. Nous les remercions grandement d'avoir contribué ainsi à rendre notre projet plus perceptible.

Ce bilan d'étape n'est par ailleurs pas uniquement réductible à celui de la revue. Faire vivre l'histoire sociale comme projet nous a conduit, dans le cadre de notre association, le Groupe d'histoire sociale, à diversifier les thématiques abordées par la revue, à mener de fronts d'autres projets éditoriaux : sur la santé (autour de Rencontres européennes organisées avec la MGEN et dont nous publions les actes chaque année, depuis cinq ans), sur la guerre (à l'occasion de la coordination d'un ouvrage collectif pour les éditions de l'Atelier, *Le XX^e Siècle des guerres*) ou sur l'histoire des femmes (avec l'édition d'un numéro hors série de la revue publiant les actes d'une journée d'étude sur ce thème organisée avec le SNES - Syndicat National de l'Enseignement Secondaire).

En réalité, faute de ressources institutionnelles suffisantes, nombre de ces projets n'ont été portés que par quelques uns. D'autres, plus ambitieux encore, projets de colloques autour du Centenaire du Ministère du Travail ou sur la thématique « Histoires ouvrières », ont dû être abandonnés ou restent aujourd'hui au point mort. Il faut dire en effet que nous avons été confrontés à une des réalités actuelles du métier d'universitaire. Nombre de membres de notre rédaction, nouvellement élus maîtres de conférences ou chercheurs au CNRS, ont ensuite manqué de disponibilité pour participer à la poursuite de notre aventure commune.

Il ne nous a donc pas toujours été aisé de fonctionner comme un « intellectuel collectif », à plus forte raison parce que nous entendions être véritablement une rédaction européenne. Nos éditoriaux, fruits d'une véritable élaboration collective, ont régulièrement défendu et illustré notre ambition d'être pleinement cette revue d'intervention que nous souhaitions construire dès l'origine. Nous avons saisi l'occasion du débat sur la loi du 23 février 2005 pour la renforcer et la développer. C'est le sens de la

« Sauvons
la recherche »,
23 novembre 2005.



Agnès Anne

création d'une rubrique « Histoire sociale, recherche et engagements » qui a publié son premier texte dans le numéro 20. Il nous semble aujourd'hui important de trouver, dans les thématiques retenues comme dans les formes d'organisation du travail éditorial et intellectuel commun, une manière de renforcer cette dynamique d'intervention.

Le sens et les axes d'une nouvelle étape d'*Histoire & Sociétés*

Comment être à la fois et pleinement une revue scientifique, une revue intéressant un public non spécialiste et une revue d'intervention ? Tel est le sens des discussions qui animent notre rédaction cette année.

Signalons-le d'emblée : malgré le soin accordé à rendre ses articles lisibles, à faire de la revue un bel objet, *Histoire & Sociétés* n'a jamais été pensée comme une revue de « vulgarisation » du savoir scientifique à la manière des approches développées avec un talent inégal par des magazines comme *L'Histoire* ou *Sciences humaines*. Produite par des chercheurs, notre revue entendait donner à lire des articles scientifiquement validés et reconnus. Et, de fait, *Histoire & Sociétés* a pu ainsi être un débouché éditorial pour de nombreux chercheurs, souvent de jeunes historiens ou sociologues. L'uniformisation du format des articles (autour de 30-40 000 signes) n'a d'ailleurs peut-être pas empêché qu'un effet de spécialité puisse bloquer certains de nos lecteurs⁷.

L'idée de diversifier les formats d'articles, les registres d'approches, d'utiliser en somme les techniques éditoriales de la presse magazine, nous apparaît aujourd'hui une des pistes possibles d'évolution de la revue. Nous savons cependant ce qu'un tel choix peut coûter étant donné la légitimité acquise par notre revue dans le monde universitaire. Cette diversification n'aurait par ailleurs aucun sens abstraitement si elle n'était pas liée à des contenus différents ou nouveaux que nous souhaitons aujourd'hui valoriser. Ainsi, nous avons focalisé notre attention sur la question de la centralité du travail sans aborder parallèlement la question de l'articulation (aujourd'hui cassée) de l'histoire économique et de l'histoire sociale. Catherine Omnès a évoqué ce problème dans une forte contribution où elle propose d'envisager le facteur humain comme un trait d'union entre l'histoire économique et l'histoire sociale⁸. C'est une piste possible, parmi d'autres, qui

justifierait que nous nous tournions davantage vers l'histoire économique que nous ne l'avons fait jusqu'ici (voir le bilan qui fait apparaître un seul article plus spécifiquement d'histoire économique)

Dans le même esprit, nous avons pris en compte, en créant une rubrique « Biographie et groupe social », le recul des approches statistiques des réalités sociales, particulièrement en histoire. Elles n'ont pour autant pas disparu et la question statistique resurgit dans le débat public aujourd'hui sous une problématique de laquelle nous ne pouvons pas nous tenir à distance. Il s'agit du débat autour de l'introduction des statistiques ethniques (qui a fait l'objet récemment d'une pétition parue dans le journal *Le Monde*). Cette question commence à travailler les milieux historiens comme l'ont illustré des publications récentes autour de la question noire en France ou interrogeant la pertinence de la question raciale comme mode d'approche du social⁹.

Il y a donc sans doute là matière à ouvrir de nouveaux fronts, de nouvelles rubriques ! Il n'est pas certain cependant qu'un changement de rubriques puisse suffire à garantir la réalisation de notre triple ambition. Il n'est pas certain non plus qu'un support unique puisse favoriser cette cohérence que nous cherchons à retrouver autour de l'histoire sociale pensée comme projet. Voilà pourquoi il nous semble que le troisième volet de notre projet initial - éditer une revue en ligne [voir plus haut page 97] - a conservé toute son actualité. C'est d'ailleurs une piste que suggère le rapport sur l'avenir des revues commandé par le Comité national du livre (CNL) à Sophie Barluet¹⁰. Éditer une revue papier dans laquelle on réduirait la part des articles scientifiques classiques tandis que l'édition scientifique en ligne permettrait de multiplier le nombre d'articles proposés à la lecture et d'élargir les possibilités de circulation de ces travaux : voilà une piste que nous entendons creuser dans l'avenir. Pour réussir, un tel pari suppose que cette pratique nouvelle gagne encore en crédibilité. C'est ce à quoi nous pourrions nous atteler aujourd'hui en réfléchissant à la création d'un réseau international de revues d'histoire sociale. ■



« Sauvons la recherche », 20 mai 2005.

9 Voir par exemple N'Diaye, « Pour une histoire des populations noires en France : préalables théoriques », *Le Mouvement social*, n° 213 octobre-décembre 2005 p. 91-108 ; et Fassin (Didier) et Fassin (Eric), (dir), *De la question sociale à la question raciale, ...*

10 On peut lire ce rapport à l'adresse internet : www.centre-nationaldulivre.fr/Les-revues-francaises-aujourd-hui.html

7 Voir sur ce point l'éditorial du présent numéro.

8 Omnès (Catherine), « ... »